



Plateforme Régionale
Afrique francophone

La plateforme régionale de coordination et de communication
pour la société civile et les communautés en Afrique Francophone



COTE D'IVOIRE

CARTOGRAPHIE DE LA SITUATION DES OSC DES PAYS D'AFRIQUE FRANCOPHONE VIS-A-VIS DU NOUVEAU MODELE DE FINANCEMENT DU FONDS MONDIAL

RAPPORT D'ETUDE



Octobre 2020



SOMMAIRE

ACRONYMES ET SIGLES.....	5
INTRODUCTION.....	6
I. CONTEXTE.....	
1.1 Objectifs.....	7
1.1.1 Objectif général.....	8
1.1.2 Objectifs spécifiques.....	8
1.2 Rappel de la démarche méthodologique.....	8
II. ETAT DES LIEUX DES OSC AVANT LE NFM.....	9
III. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS LES CCM.....	10
II.1 REPRESENTATION DES OSC ET DES COMMUNAUTES DANS LE CCM.....	10
II.2 LEGITIMITE DES REPRESENTANTS DES MEMBRES DE LA SOCIETE CIVILE.....	11
II.3 EFFICACITE DES REPRESENTANTS DES MEMBRES DE LA SC.....	11
II.4 INTERACTION DES REPRESENTANTS DE LA SC.....	11
II.5 ELARGISSEMENT DES SESSIONS DU CCM A D'AUTRES ACTEURS.....	12
II.6 ENGAGEMENT DES OSC DANS LE COMITE DE SUIVI STRATEGIQUE (CSS).....	12
IV. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS L'ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES NATIONAUX.....	13
V. V. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS L'ELABORATION DES SUBVENTIONS DU FM.....	16
VI. VI. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES SUBVENTIONS DU FM.....	17
VII. ANALYSE DE L'IMPLICATION DE LA SC DANS LES PROCESSUS DU FM.....	18
VIII. RECOMMANDATIONS.....	19
CONCLUSION.....	19
ANNEXES.....	20

SIGLES ET ACRONYMES

AT	Assistance Technique
AG	Assemblée Générale
CRG	Communauté, Droits et Genre
COSCI	Conseil des Organisations de lutte contre le Sida et les autres Pandémies en Côte d'Ivoire
FM	Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme
CCM	Instance de Coordination Nationale
HSH	Hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes
NFM	Nouveau Modèle de financement du Fonds Mondial
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ROPCCI	Réseau des Organisations des Populations Clés de Côte d'Ivoire
OSC	Organisation de la Société Civile
PNLT	Programme National de lutte contre la Tuberculose
PRF	Plateforme Régionale Afrique Francophone
PNLP	Programme National de lutte contre le Paludisme
PNLS	Programme National de Lutte contre le Sida
RAME	Réseau Accès aux Médicaments Essentiels
RIP+	Réseau Ivoirien des Personnes vivant avec le VIH
PR	Réциpiendaire Principal
SC	Société Civile
SR	Sous Réциpiendaire
SSR	Sous sous Réциpiendaire
TB	Tuberculose
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

INTRODUCTION

Depuis Novembre 2010 Alliance CI est bénéficiaire principal du secteur privé. La première phase a commencé en Octobre 2011 et a pris fin en Septembre 2013. La seconde phase Octobre 2013 au 31 Décembre 2017. Les objectifs principaux étaient de renforcer la mobilisation sociale, la communication autour de la lutte contre le VIH/TB/PALU, améliorer l'accessibilité et la qualité des services de conseil dépistage, les services de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME), prise en charge médicale par les médicaments antirétroviraux (ARV). Il faut noter que le Fonds Mondial à renouveler son financement

avec Alliance CI en Janvier 2018 et les activités se poursuivent jusqu'à maintenant. En termes d'avancée, notons que grâce à l'appui du Fonds Mondial l'activité de promotion des droits humains et de la lutte contre la stigmatisation par la mise en œuvre du comité de veille de violations des droits des populations clés ; de plus la vulgarisation de la loi VIH du 14 Juillet 2014 portant Prévention, Protection et Répression en matière de lutte contre le VIH/Sida. De réels efforts sont consentis et par la partie privée que la partie publique (les trois programmes nationaux) afin de parvenir à l'atteinte des 95-95-95 d'ici 2030.

I. CONTEXTE

En novembre 2016, le Conseil du Fonds Mondial a réaffirmé son engagement à renforcer la voix de la société civile dans les processus du Fonds Mondial en approuvant une nouvelle phase de l'Initiative spéciale Communauté, Droits et Genre (CRG) (2014-2016). Dans le cadre du nouvel engagement, maintenant appelé l'Initiative stratégique CRG, le Fonds a alloué 15 millions de dollars supplémentaires à exécuter entre 2017-2019 par les trois composantes se renforçant mutuellement :

1. La fourniture d'une assistance technique à court terme (AT) de la société civile de pair à pair ;
2. Le renforcement des capacités à long terme des organisations et des réseaux de populations clés et vulnérables ; et
3. Les plateformes régionales de communication et de coordination.

Il existe six (06) plateformes régionales établies dans 6 régions : Asie et Pacifique, Afrique anglophone, francophone, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale, Amérique Latine et Caraïbe.

La plateforme Régionale Afrique Francophone (PRF), hébergée par le Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME) couvre 23 pays francophones (elle couvrait 18 pays lors de la première phase) : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée Bissau, Guinée, Guinée Équatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sénégal, Sao Tomé et Príncipe, Tchad, Togo.

La PRF, lors de la première phase, dans le souci de contribuer au renforcement de l'implication de la société civile dans les processus du Fonds Mondial, a effectué une cartographie dans 13 pays de couverture afin de connaître le niveau actuel d'accès de la société civile aux informations sur le NFM et l'assistance technique, ceci dans l'objectif de maîtriser les acteurs et les dynamiques de la société

civile pour établir les bases d'un appui adapté aux communautés dans les différents pays.

La cartographie des dynamiques communautaires dans les processus du Fonds Mondial est une étude qui vise à connaître le degré d'engagement des communautés dans les processus du Fonds Mondial afin de tirer des conclusions et faire des propositions concrètes pour l'amélioration de l'implication des communautés dans le processus.

Les analyses ont porté sur l'implication effective des OSC nationales dans les différentes étapes d'élaboration des plans stratégiques, du processus de FM notamment l'élaboration de la note conceptuelle, la conduite des dialogues pays et de la prise en compte de leurs préoccupations à chaque niveau. Il en est de même pour l'existence des cadres de concertation des OSC, de leurs forces et faiblesses au sein des pays, de la perception des partenaires stratégiques sur l'implication des OSC dans le contexte du NFM.

Les résultats de cette première étude ont montré que le degré d'implication des organisations de la société civile dans les subventions du Fonds Mondial est bien apprécié. En dehors de leur participation active au processus du NFM, les analyses ont également permis de se rendre compte que les OSC ont atteint une certaine maturité qui est traduite par la reconnaissance de tous les acteurs, de leur expertise dans la gestion des activités communautaires.

Mais en même temps, il est ressorti que les OSC souffrent des problèmes d'ordre organisationnels, matérialisés par l'absence de cadre commun qui ne leur a pas permis d'unir leurs forces au cours des négociations pour la prise en compte de leurs priorités. Les OSC n'ont donc pas pu saisir l'occasion que présente ce NFM de par sa flexibilité, pour bien se positionner. Même les cadres de concertation sectoriels qui existent sont limités dans leurs actions par manque de ressources et de leadership.

Pour la deuxième phase de la Plateforme Régional Afrique Francophone (PRF) qui couvre la période de Novembre 2017 à Avril 2020, la PRF souhaite refaire la cartographie des OSC en Afrique francophone afin de connaître la dynamique des OSC dans les processus du Fonds Mondial dans les pays non couverts par la première phase et faire une mise à jour dans les pays disposant déjà d'une

I.1. Objectifs

Les objectifs de l'étude sont donc :

I.1.1 Objectif général

L'étude vise à faire une cartographie des dynamiques communautaires dans les processus du Fonds Mondial en Côte d'Ivoire.

I.1.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont :

- Décrire la situation actuelle des processus du Fonds Mondial en Côte d'Ivoire ;
- Décrire la dynamique d'implication de la société civile dans les processus du Fonds Mondial ;
- Relever les forces, les faiblesses, les obstacles et les opportunités pour l'implication des acteurs de la société civile ;
- Faire un répertoire exhaustif des acteurs potentiels de cette dynamique en identifiant les acteurs oubliés ;
- Formuler les recommandations pour optimiser la participation de la société civile,

I.2 Rappel de la démarche méthodologique

Cette recherche combine l'analyse quantitative et l'analyse qualitative. L'analyse quantitative repose essentiellement sur l'enquête effectuée à l'aide d'un questionnaire structuré. Ce questionnaire a physiquement été adressé à des acteurs de la Société Civile membres du CCM et en ligne aux OSC non membres du CCM qui ont participé à l'élaboration des subventions du Fonds Mondial ou des plans stratégiques nationaux. Pour les données qualitatives, un guide d'entretien conçu à cet effet a été administré à des personnes dites acteurs stratégiques. Par acteurs stratégiques on désigne : les premiers Responsables du CCM, les Coordonnateurs des Programmes nationaux VIH/TB/PALU, les Partenaires Techniques et Financiers et, les Responsables des Faîtières, Réseaux et ONG de mise en œuvre

En dehors de ces deux méthodes, l'étude n'a pas fait l'économie de la revue documentaire. Celle-ci a permis de visiter des documents tels que les rapports d'évaluation, le plan de renforcement des capacités de la société civile, les rapports annuels du PNLN PNLP et PNLT, les Plans stratégiques des 3 pandémies (VIH, TB et paludisme), la liste de présence des réunions et rencontres du CCM.

La collecte des données s'est déroulée du 24 octobre au 10 novembre 2019 par nos soins.

Les données collectées sont saisies à l'aide d'un masque élaboré par le RAME conformément au questionnaire de collecte. Ce travail statistique a permis de disposer de différentes données pour procéder à l'analyse et l'interprétation, conformément aux objectifs et résultats attendus de l'étude.

II. ETAT DES LIEUX DES OSC AVANT LE NFM

Le Fonds Mondial subventionnait sur le modèle ROUND 1-9¹ basé sur le système de séries dans la lutte contre le VIH depuis leur présence en Côte d'Ivoire. Certes ces subventions aidaient les OSC dans la lutte contre le VIH/Sida, mais il faut de reconnaître qu'il y avait beaucoup de difficultés. Le système de séries² donnait lieu à une procédure longue et contraignante pour les OSC qui part de l'appel à proposition jusqu'à la mise en œuvre sur le terrain. Il est important de souligné qu'il n'y avait aucun retour d'information rapide tout au long du

processus de candidature et l'implication de secrétariat était tardive. Les négociations de la subvention étaient peu souples, ce qui donnait souvent un faible taux de réussite des objectifs fixés. Parlant des ressources, elles étaient insuffisantes et arrivaient souvent tard pratiquement après le délai fixé à l'origine. Pour dire combien de fois il était difficile pour les OSC de mener à bien la lutte contre le VIH/Sida. Le nouveau modèle de financement NFM 1 et 2 ont significativement permis d'améliorer ces situations difficiles que vivaient les OSC.

¹ Financement octroyé par étape

² Financement peu souple avec implication tardive du Secrétaire et un faible taux de réussite

III. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS LES CCM

III.1 Représentation des OSC et des Communautés au CCM

En Côte d'Ivoire, on note une assez bonne implication de la SC au niveau des instances de gouvernance dans le processus du FM. Selon le Secrétaire Permanent du CCM, un appel à candidature est lancé et partagé dans les différents réseaux (étant donné que le CCM en Côte d'Ivoire ne travaille qu'avec les réseaux d'ONG). A leur tour les réseaux informent leurs membres qui choisissent les candidats. A l'issue du vote, chaque titulaire et suppléant est désigné. Il est à noter que deux membres du personnel du CCM sont présents lors du vote et les rapports sont transmis aussitôt au CCM. Considérées comme des acteurs importants pour les activités terrain, lors de ces instances, les différents responsables touchés pensent que les avis de la SC sont pris en compte quand ils sont pertinents et bien élaborés. Selon eux, avant les demandes de subventions du Fonds Mondial les OSC sont consultées et elles participent à tout le processus. Pourtant, seulement 42,85% des OSC visitées ont assuré que leurs avis sont pris en compte, 42,85% pensent que leurs avis ne sont pas totalement pris en compte et 14,28% trouvent que leurs avis ne sont même pas pris en compte.

En Côte d'Ivoire, les OSC sont souvent impliquées, mais juste par invitation (aucun droit de décision), dans le processus de sélection des PR. Le comité de sélection choisit les PR. Il faut dire que ROPCI (Réseau des Populations Clés de Côte d'Ivoire) populations clés est souvent invité à participer à la sélection avec le comité de sélection. Cependant, il ne leur est pas accordé jusque-là de participer à la prise de décision pour le choix des PR avec le comité de sélection. Au nombre de 4, les PR sont constitués des programmes nationaux et d'ONG nationales. Il revient aux PR c'est-à-dire au PNLP, au PNLT, au PNLS, et à l'ONG nationale Alliance CI de sélectionner les Sous Récipiendaires (SR) qui sont des ONG nationales et internationales dans le pays. Alliance CI qui est une ONG nationale participe alors à la sélection des SR, ce qui implique quelles OSC sont impliquées dans le processus de sélection des SR. On dénombre au total 08 SR dont 75% d'OSC et 40 Sous Récipiendaires (SSR) dont 100% d'OSC en Côte d'Ivoire.

Dans les comités techniques tel que le suivi stratégique, il ressort que les OSC ne participent pas bien, car il n'y a que la COSCI (Conseil des Organisations de lutte contre le SIDA et les autres pandémies) qui est réellement impliquée. Certains enquêtés pensent que beaucoup d'OSC n'ont aucune volonté à intégrer les comités techniques du CCM mais beaucoup soutiennent également que les OSC représentées contribuent pourtant aux activités communautaires parce qu'elles sont toujours présentes lorsqu'elles sont sollicitées, malgré leur manque d'intérêt et leur engouement à être dans les comités.

La participation des OSC dans le suivi technique de la proposition et les échanges avec le FM est assez restrictive voire impossible car cela répond à une certaine logique. Quand les échanges se font en Côte d'Ivoire, les OSC sont invitées à y prendre part ; toutefois, lorsque les échanges et le suivi se font à Genève sur demande du FM, il n'est pas possible que des OSC participent dans la mesure où le nombre de places est assez limité comme nous l'a rapporté la Directrice Exécutive d'Alliance Côte d'Ivoire et la Coordinatrice administrative du CCM.

Le dialogue pays est un long processus qui s'étend sur près de 3 mois. Il est organisé de sorte à convier toutes les OSC de la Côte d'Ivoire à y participer. Comme l'a indiqué le Secrétaire Permanent du CCM, c'est sous le leadership du CCM que le dialogue pays est fait. Les programmes nationaux bénéficient des subventions du FM et participent au même titre que les OSC. Il faut relever le fait que les OSC invoquent assez souvent une prise en charge financière pour participer à tout le processus, dans la mesure où la plupart d'entre elles viennent de l'intérieur pour la capitale Abidjan ; à défaut elles cessent ou refusent d'y participer comme nous l'a assuré le Chef du service suivi évaluation du PNLS, la Directrice Exécutive d'ALLIANCE CI et le personnel du CCM. Il faut dire aussi que les OSC se plaignent également d'être souvent tardivement informées de la tenue de ces dialogues, ce qui ne leur permet pas de se préparer conséquemment.

Selon les enquêtés, les OSC ne sont pas assez formées pour jouer leurs rôles dans les instances de décision du processus du FM. Et pourtant, selon le personnel du CCM, elles ont reçu une formation en suivi stratégique et gouvernance qui malheureusement ne sont pas assez appliquées dans leur fonctionnement interne et la gestion de leurs structures respectives. De plus aucune retro information n'est faite aux autres OSC composant les réseaux pour le partage des informations, selon les mots du Secrétaire Permanent du CCM. Il est donc important de renforcer leurs capacités.

Il ressort que la moyenne d'appréciation de la participation des OSC est bien. En effet, 85,71% des personnes interviewés pensent que les OSC participent bien à l'élaboration des documents et prennent bien la parole lors des AG des CCM.

Il faut également noter qu'il existe des OSC telles que les Personnes en situation de Handicap, les Chefs et Rois Traditionnels de Côte d'Ivoire qui sont des acteurs de la SC ne participant pas au processus du FM. On note également l'absence du Collectif des maires et Conseils régionaux qui sont des autorités administratives indépendantes dans le processus.

Le personnel du CCM ajoute qu'une rencontre sera organisée avec ces OSC dans le cadre d'une concertation en vue de prendre en compte leurs besoins afin d'avoir un processus inclusif dans la lutte au VIH, TB, PALU et surtout dans la défense des droits humains. Il se trouve que dans le cadre de la mise en œuvre d'une plateforme multisectorielle, sous l'initiative d'ALLIANCE CI, pour la lutte contre la Tuberculose en Côte d'Ivoire, une rencontre est prévue avec les OSC qui ne sont pas dans le processus afin d'évaluer leurs difficultés et y apporter des solutions et recommandations sous forme de projets. Aussi, les programmes nationaux demandent toujours aux OSC de rendre compte de leurs activités aux chefs et rois de leurs zones d'intervention afin de prendre en compte leurs avis. C'est dans ce sens qu'une enquête est prévue avec la collaboration d'ENDA SANTE pour mesurer les facteurs de vulnérabilité au VIH/sida.

III.2 légitimité des représentants des membres de la SC

Le processus de désignation des représentants des membres de la SC est transparent. En effet, tous les enquêtés (100%) ont reconnu la transparence du processus. Après un appel à candidature, il y a un entretien et enfin le vote du titulaire et du suppléant. Au vote il y a deux membres du secrétariat qui sont présents, aussi, le PV de l'assemblée électorale et le rapport contenant le nom du titulaire et suppléant sont envoyés au CCM. Le Secrétaire Permanent a confié que les OSC sont suffisamment représentées car sur 30 places membres du CCM, les OSC ont droit à 18 places soit 60%.

III.3 efficacité des représentants des membres de la SC

Comme évoqué précédemment, 85,71% des personnes interviewés pensent que les OSC participent et contribuent efficacement. Elles pensent toutes (100%) que les OSC ont une assiduité remarquable pendant l'élaboration des documents et lors des AG du CCM. En effet, les entretiens ont permis de constater que les OSC participent assez fréquemment aux activités du CCM car elles donnent les informations nécessaires pour la conception et l'élaboration des programmes pour la lutte contre le VIH/sida. Un accompagnement du CCM leur est accordé lorsqu'elles en font la demande. Elles participent aux rencontres et réunions quand l'invitation leur est faite. Par ailleurs, elles prennent part aux ateliers d'orientation et d'attribution des subventions aux différents bénéficiaires. Cependant, selon la Directrice Exécutive d'Alliance Côte d'Ivoire, le renouvellement des membres du CCM cette année, tendrait à fragiliser cette dynamique de participation.

III.4 Interaction des représentants de la SC

Lors des rencontres et réunions du CCM, telles que les ateliers d'orientation et d'attribution des subventions aux différents bénéficiaires, les OSC ont le droit à la parole selon tous les enquêtés (100%). Seulement 14,28% d'entre les enquêtés

pensent que leurs préoccupations sont prises en compte lors des AG du CCM contre 42,85% d'entre eux qui pensent que leurs idées et propositions ne sont pas prises en compte lors des AG du CCM. 42,85% également qui pensent que leurs préoccupations ne sont pas totalement prises en compte. Les OSC initient des cadres de rencontres et de discussions assez souvent afin d'élaborer, planifier et proposer des priorités communes pour atteindre les objectifs de lutte contre VIH, de la tuberculose et du paludisme lors des travaux du CCM. Mais selon elles, il reste beaucoup à faire au niveau du processus inclusif des OSC, car aucune OSC n'est représentée dans le bureau CCM mais aussi les différentes orientations programmatiques leur sont imposées.

Par ailleurs, 75% des répondants trouvent qu'il y a une bonne collaboration entre les membres du groupe constitutif. Tandis que 25% trouvent cette collaboration assez bonne. Selon eux, ces groupes se concertent fréquemment et tiennent des réunions périodiques sur différentes questions sur le CCM où ils donnent leurs avis sur les orientations, les priorités à prendre en compte et à exposer au CCM.

III.5 Elargissement des sessions du CCM à d'autres acteurs

En Côte d'Ivoire, il n'est pas possible qu'un non membre participe aux sessions (AG) du CCM. Car selon les textes en vigueur du CCM il faut être un réseau d'Organisation de la Société Civile (ONG, Associations ou Collectifs) pour s'inscrire, avoir son inscription validée et prétendre participer aux activités.

III.6 Engagement des OSC dans le comité de suivi stratégique

Au CCM, il y a 10 membres pour les trois groupes (VIH, TB, PALU) au sein du comité de suivi stratégique dans lesquels figure une seule OSC. Il s'agit du COSCI à travers ses représentants qui occupent un poste de responsabilité celui de la présidence du groupe VIH. Cela démontre clairement le faible taux de 10% à des postes de responsabilités. Certaines OSC rencontrées ont promis se présenter pour la prochaine candidature pour les postes de responsabilités.

Seulement trois (03) OSC participent aux activités de suivi comme les visites de terrain et la veille permanente de par leur présence dans le Bureau exécutif et surtout quand elles sont sollicitées. Il s'agit du Conseil des Organisations de lutte contre le Sida et les autres pandémies (COSCI) qui le fait de façon permanente ; et le Réseau Ivoirien des Personnes vivant avec le Sida (RIP+) et les Syndicalistes qui sont parfois invités. Les recommandations et commentaires qui sont énoncés sont pris en compte, selon les OSC. Pour eux, leurs observations sont rendues sous formes de plans priorités pour les discussions du processus. Mais elles (les OSC visitées) souhaitent être vraiment impliquées car pour elles ce n'est pas réellement le cas dans la mesure où elles sont moins dans les prises de décisions importantes ce qui occasionne la perte de certaines recommandations proposées au début.

En ce qui concerne la présence d'un système de suivi de la mise en œuvre des recommandations du comité de suivi stratégique adoptées en AG du CCM, il n'en existe pas à ce jour.

S'agissant de la présence d'un dispositif indépendant de suivi de la mise en œuvre des subventions du FM, la SC n'en dispose pas.

IV. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS L'ÉLABORATION DES PLANS STRATÉGIQUES NATIONAUX

Les trois programmes ont assuré que les OSC, environ 60 incluant les Réseaux, Associations et ONG sont conviées lors de l'élaboration des plans stratégiques nationaux. Les 4 répondants ont tous confirmés qu'ils participent à l'élaboration de ces plans.

Une invitation est envoyée à toutes les OSC qui sont sur l'étendue du territoire nationale. Il faut souligner que force est de constater qu'elles ne répondent pas toutes présentes, ce qui est assez déplorable pour un processus qui se veut inclusif comme l'affirme la Directrice Exécutive d'Alliance Côte d'Ivoire et les trois Coordonnateurs des programmes nationaux VIH/TB/PALU. Les présentations des plans sont faites par les trois programmes nationaux VIH/TB/PALU. Il est à noter qu'à cet exercice les OSC ne jouent qu'un rôle de participants et de personnes ressources, assertion qui nous a été rapportée par le ROPCCI, la PRFCI, et certaines ONG comme AR-EN-CIEL PLUS CI, ANNONYME, Ruban Rouge.

Les OSC répondants soit 100% affirment qu'elles sont impliquées dans l'élaboration en tant que participants. Les structures les plus reconnus par leur participation sont le Réseau des Organisations de Populations Clés de Côte d'Ivoire (ROPCCI), le Réseau des organisations de lutte contre le Palu de Côte d'Ivoire (ROLPCI) et le Réseau Ivoirien des personnes vivant avec le VIH (RIP+).

Tableau n°1 : Liste des principales OSC participantes à l'élaboration des PSN

N°	NOM
1	Réseau des Organisations de Populations Clés de Côte d'Ivoire (ROPCCI)
2	Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO)
3	Réseau des Professionnels des Médias, des Arts et du Spots engagés contre le Sida en Côte d'Ivoire (REPMASCO)
4	Coalition des Entreprises de Côte d'Ivoire contre le VIH/Sida, le Palu et TB (CECI)

Source : données de l'étude

Tous les répondants confirment que les OSC participent non seulement à l'identification des besoins des plans stratégiques nationaux et que leurs préoccupations sont prises en compte. Leur implication prend en compte la détermination et élaboration des besoins prioritaires qui auront un grand impact positif ; la recherche, la notification et la documentation des cas de violation des Droits Humains pour une meilleure prise en charge juridique et judiciaire des populations ; et la réalisation d'émission radio, confection de messages pour la sensibilisation de masses de la population sur les trois maladies.

A la détermination des priorités également les OSC sont impliquées comme personnes ressources. Tous les répondants le confirment. Pour eux, leurs préoccupations sont prises en compte dans les mêmes activités citées au point précédent.

Tous les répondants affirment que les OSC participent à l'élaboration des stratégies nationales. Pour eux, leurs préoccupations sont prises en compte notamment dans le domaine de la mobilisation des ressources, conseil, prévention, soins, dépistage, prise en charge clinique, de pérennisation des intrants de dépistage et de traitement, permettre l'accès facile au judiciaire tout en renforçant les systèmes, les capacités des forces de l'ordre et des agents de santé pour une meilleure protection et défense des droits humains, visibilité de la confection des messages de sensibilisation avec réalisation des émissions radios et télé.

50% des enquêtés affirment qu'ils participent à la définition des rôles concernant les trois pathologies et le renforcement du système communautaire. Pour eux, leurs avis sont pris en compte dans une certaine logique. En effet, les OSC n'interviennent pas dans la définition des rôles, elles font juste des propositions qui peuvent être acceptées ou pas. Seuls les Bénéficiaires Principaux sont directement impliqués.

Tableau n°2 : Liste des principales OSC participantes à la définition des rôles des acteurs (PSN)

N°	NOM
1	Réseau des Organisations de Populations Clés de Cote d'Ivoire (ROPCCI)
2	Coalition des Entreprises de Cote d'Ivoire contre le VIH/Sida, le Palu et TB (CECI)

Source : données de l'étude

C'est pareil pour la budgétisation seuls les PR sont directement impliqués. 50% d'OSC affirment qu'elles participent à l'élaboration des budgets juste comme invitées sans pour autant avoir de décisions à prendre ou à imposer vu que leurs préoccupations ne sont pas totalement prises en compte.

V. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS L'ÉLABORATION DES SUBVENTIONS DU FM

85,71% des répondants ont affirmé que les OSC participent à l'élaboration des demandes de subvention du FM. Ces répondants proviennent d'OSC membre du CCM, non membres du CCM et des Bénéficiaires Secondaires.

En Côte d'Ivoire, les OSC sont impliquées dans l'élaboration des demandes de subvention du FM par leur participation aux rencontres d'échanges pour la détermination des priorités, et aux travaux de groupe qui concernent la rédaction des demandes de subvention.

Tableau n°3 : Liste des principales OSC participantes à l'élaboration des subventions du FM

N°	NOM
1	PALTEFORME RESEAUX ET FAITIERS LUTTE CONTRE VIH ET AUTRES PANDEMIES (PRF-CI)
2	Réseau des Organisations de Populations Clés de Côte d'Ivoire (ROPCCI)
3	HEATLAND ALLIANCE (HACI)
4	ENDA SANTE COTE DIVOIRE (ENDS CI)
5	Réseau Ivoirien des Jeunes pour la lutte contre le Sida (RIJES)
7	Réseau Ivoirien des organisations de Personnes vivant avec le VIH (RIP+)

Source : données de l'étude

A ceux-ci s'ajoutent les trois programmes nationaux : Programme National de Lutte contre la Tuberculose, Programme National de Lutte contre le Sida, Programme National de Lutte contre le Paludisme ; de même qu'ALLIANCE CI le PR.

85,71% des répondants ont également affirmé que les OSC participent à l'identification des besoins des propositions au FM. Elles confirment être impliquées dans les discussions, dans l'élaboration, la planification et la validation des besoins. Pour elles, leurs préoccupations sont prises en compte lors de ces travaux d'identification des besoins.

C'est un exercice où elles sont bien impliquées car elles assurent la mise en œuvre des programmes et projets sur le terrain à travers des Associations et ONG qui les composent.

A ce niveau se retrouvent les mêmes structures citées plus haut, en plus des trois programmes nationaux VIH/TB/PALU et ALLIANCE CI.

85,71% des répondants ont également affirmé que les OSC participent à la définition des priorités des propositions au FM. Elles confirment être impliquées dans les discussions, dans l'élaboration, la planification et la validation des priorités. Pour elles, leurs préoccupations sont prises en compte lors de ces travaux d'identification des besoins. En plus s'ajoute ALLIANCE CI qui est le PR et les trois programmes nationaux VIH/TB/PALU.

85,71% des répondants affirment être impliqués dans l'élaboration des stratégies d'interventions des propositions au FM compte tenu de leur rôle d'acteurs de mise en œuvre. Elles confirment être impliquées dans les discussions, dans l'élaboration, la planification et la validation des stratégies. Pour elles, la plupart de leurs préoccupations sont prises en compte lors de ces travaux d'élaboration des stratégies d'intervention. En plus s'ajoute ALLIANCE CI qui est le PR et les trois programmes nationaux VIH/TB/PALU.

57,14 des répondants, tous des SR, confirment qu'ils participent à la définition des rôles des acteurs et que leurs préoccupations sont prises en compte. Elles affirment faire des propositions, participées à l'évaluation et la validation de ces acteurs de mise en œuvre. De plus, il faut noter l'implication d'ALLIANCE CI et des trois programmes nationaux VIH/TB/PALU.

Tableau n°4 : Liste des principales OSC participantes à la définition des rôles des acteurs

N°	NOM
1	PALTEFORME RESEAUX ET FAITIERS LUTTE CONTRE VIH ET AUTRES PANDEMIES (PRF-CI)
2	HEATLAND ALLIANCE (HACI)
3	ENDA SANTE COTE D'IVOIRE (ENDS CI)
4	Réseau Ivoirien des organisations de Personnes vivant avec le VIH (RIP+)

Source : données de l'étude

La budgétisation est de la compétence des PR du Fonds Mondial, en l'occurrence ALLIANCE CI et les différents programmes nationaux à travers leurs comptables, qui reçoivent une aide du CCM Côte d'Ivoire en assistance technique et surtout en canal de liaison avec le Fonds Mondial à Genève. Par ailleurs, 54,14 répondants confirment être

impliquées dans les discussions, dans l'élaboration, la proposition des priorités à prendre en compte et la validation du budget. Elles prétendent que la plupart de leurs préoccupations sont prises en compte lors de la budgétisation.

Aucun des répondants n'affirme être impliqué dans les négociations des subventions du FM. La raison évoquée est que généralement les négociations se font au siège à Genève avec des invitations en nombre c'est-à-dire cinq (5) places comme l'a souligné la Directrice Exécutrice d'ALLIANCE CI. Ce qui fait que ce soit les quatre BP à savoir ALLIANCE CI et les trois programmes nationaux VIH/TB/PALU qui sont pris en compte et participent avec un soutien du CCM Côte d'Ivoire. Toutefois, tous les répondants sont sûrs de ne pas savoir si leurs préoccupations sont belles et bien prises en compte.

VI. ENGAGEMENT DES OSC NATIONALES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES SUBVENTIONS DU FM

En Côte d'Ivoire, les OSC sont impliquées dans la mise en œuvre des subventions. En effet, les subventions du Fonds Mondial sont gérées par quatre (04) PR dont une ONG nationale (ALLIANCE CI) et les trois programmes nationaux : Programme National de Lutte contre la Tuberculose, Programme National de Lutte contre le Sida, Programme National de Lutte contre le Paludisme.

Quant aux SR, ce sont des ONG internationales et nationales, les Réseaux (au nombre de 9) et les SSR sont des ONG nationales (Trente-neuf (39)). Comme mentionné précédemment, il existe 66.6% d'OSC qui sont SR et 100% d'OSC qui sont SSR.

VII. ANALYSE DE L'IMPLICATION DE LA SC DANS LES PROCESSUS DU FM

Forces :

- Les OSC sont impliquées dans le processus du FM ;
- Le processus de désignation des représentants des OSC au CCM est transparent, sécurisé, inclusif et documenté selon les réponses en ligne ;
- Les OSC participent à l'élaboration des demandes de financement au FM ;

Faiblesses :

- Les OSC souffrent d'un manque d'organisation et de structuration interne ;
- Les OSC n'ont pas assez de compétences requises pour des postes comme c'est le cas dans les comités stratégiques du CCM (réponses du formulaire en ligne) et même dans la gestion

des données recueillies et la production de leurs différents rapports d'activités ;

- Les OSC ne développent pas assez la politique de la retro-information.

Obstacles :

- L'absence d'indépendance financière des OSC ;
- La lourdeur des démarches administratives pour l'obtention de documents légaux pour les OSC.

Opportunités :

- Les OSC sont Récipiendaires Principaux et Secondaires dans la mise en œuvre des subventions du FM ;
- L'existence de l'assistance technique (EXPERTISE France, FM, GIZ, etc.) pour renforcer les capacités des OSC.

VIII. RECOMMANDATIONS

Il est important pour les OSC de :

- Favoriser le leadership interne afin de pouvoir avoir une équipe dynamique et forte ;
- Mettre en place un meilleur canal de communication (retro information) entre elles ;
- Renforcer leur gouvernance et leurs capacités de gestion technique, administrative et financière.

Il revient aux bailleurs de fonds de :

- Faire plus confiance aux OSC en leur donnant directement les fonds pour la mise en œuvre de projets ;
- Apporter un appui technique et financier aux OSC pour une meilleure participation au NFM ;

IX. CONCLUSION

Les OSC en Côte d'Ivoire, sont impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre des subventions du FM. De par la planification et la détermination des priorités, elles sont toujours associées. Cette cartographie nous a permis de connaître le processus de désignation des représentants d'OSC, à savoir un titulaire et son suppléant, au CCM. Aussi nous avons pu comprendre que leur implication n'est pas totale, dans la mesure où elles n'interviennent pas dans le

choix des acteurs et la budgétisation. Un point important aussi qui nous a été rapporté que très peu d'OSC sont dans les comités stratégiques et pour cause, elles ne s'y intéressent pas assez. Nous espérons qu'avec le nouveau CCM qui sera mis en place dans les mois à venir, elles saisiront cette occasion pour se positionner à ces postes de responsabilités.

ANNEXES

Annexe 1 : liste des tableaux montrant quelques effectifs de réponses

Tableau n°5 : Comment appréciez-vous le processus de désignation des membres de la société civile dans le CCM ?

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Transparent	07	100
Inclusif	07	100
Documenté	5	71,42
Neutre	0	0
Total	7	100

Source : données de l'étude

Tableau n°6 : Comment appréciez-vous la participation des OSC en termes de contribution dans le CCM (participation à l'élaboration des documents, prise de parole lors des AG, etc.)

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Excellent	00	0
Bien	13	61,90
Assez-bien	8	38,10
Passable	0	0
Médiocre	0	0
Neutre	0	0
Total	21	100

Source : données de l'étude

Tableau n°7 : Comment appréciez-vous l'assiduité des OSC lors des AG du CCM ?

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Excellent	2	9,52
Bien	8	38,10
Assez-bien	6	28,57
Passable	5	23,81
Médiocre	0	0
Neutre	0	0
Total	21	100

Source : données de l'étude

Tableau n°8 : Avez-vous pris souvent la parole lors des travaux du CCM? Comment appréciez-vous votre accès à la parole lors de ces travaux ?

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Excellent	0	0
Bien	2	28,57
Assez-bien	4	57,14
Passable	1	14,29
Médiocre	0	0
Neutre	0	0
Total	7	100

Source : données de l'étude

Tableau n°9 : Vos préoccupations sont-elles prises en compte lors des AG du CCM ?

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Oui	2	28,57
Non	5	71,43
Ne sait pas	0	0
Neutre	0	0
Total	7	100

Source : données de l'étude

Tableau n°10 : Comment appréciez-vous l'interaction (collaboration) entre les membres des groupes constitutifs du CCM

Modalité	Effectifs	Proportion (en %)
Excellent	0	0
Bien	3	42,86
Assez-bien	4	57,14
Passable	0	0
Médiocre	0	0
Neutre	0	0
Total	7	100

Source : données de l'étude

Annexe 2 : Informations complémentaires

Membres du CCM 30 dont 25 permanents et 5 observateurs.

- 18 OSC soit 60%
- 45 OSC nationales ont répondu au formulaire en ligne
- 10 membres pour les 3 groupes du comité de suivi stratégique

- 1 OSC COSCI soit 10%
- 4 BP dont 3 programmes nationaux et une OSC.
- 1 OSC nationale ALLIANCE-CI soit 25%
- 9 BS
- 5 OSC nationales soit 55,55%
- 39 OSC SSB soit 100% nationales.

Annexe 3 : La bibliographie

1. Les rapports d'évaluation
 2. La liste des membres permanents et observateurs du CCM
 3. Le plan de renforcement des capacités de la société civile
 4. Les rapports activités du PNLS, PNLT et PNLP
 5. Les Plans stratégiques des 3 pandémies les grandes lignes (VIH, TB et PALU)
 6. La liste de présence des réunions, rencontres et sortir de terrain du CCM
 7. La liste de présence des réunions au PNLS
 8. Le document de règlement de litige interne
- Le répertoire des OSC de la plateforme des Réseaux et Fautières de Côte d'Ivoire

Annexe 4 : Le calendrier des visites

Dates des visites	Personnes ressources visitées
24/10/2019	- Personnel du Secrétariat CCM N°1 - Président du comité de suivi stratégique du CCM
25/10/2019	- Coordonnateur national du programme Palu - Coordonnateur national du programme TB - Coordonnateur national du programme VIH
28/10/2019	- Bénéficiaire principal n°2 - Bénéficiaire principal n°3
29/10/2019	- Représentant du secteur privé dans le CCM - OSC participant à l'élaboration des plans stratégiques nationaux (membre du CCM) N°1 - OSC participant à l'élaboration des plans stratégiques nationaux (membre du CCM) N°2 - OSC participant à l'élaboration des plans stratégiques nationaux (non membre du CCM) N°1

	<ul style="list-style-type: none"> - OSC participant à l'élaboration des plans stratégiques nationaux (non membre du CCM) N°2 - OSC Membre du bureau CCM - Autre OSC membre du CCM, groupe constitutif VIH - Autre OSC membre du CCM, groupe constitutif TB
30/10/2019	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel du Secrétariat CCM N°2 - OSC participant à l'élaboration des subventions du FM (membres du CCM) N°1 - OSC participant à l'élaboration des subventions du FM (membres du CCM) N°2 - Autre OSC membre du CCM, groupe constitutif Palu - Autre OSC membre du CCM, groupe constitutif RSS
31/10/2019	<ul style="list-style-type: none"> - OSC participant à l'élaboration des subventions du FM (non membres du CCM) N°2 - OSC participant à l'élaboration des subventions du FM (non membres du CCM) N°3 - OSC Membre du comité de suivi stratégique du CCM N°1 - OSC Membre du comité de suivi stratégique du CCM N°2
04/11/2019	<ul style="list-style-type: none"> - Bénéficiaire Secondaire n°1 - Représentant des PTF membres du CCM - Bénéficiaire principal n°1
05/11/2019	<ul style="list-style-type: none"> - Bénéficiaire Secondaire n°2 - Bénéficiaire Secondaire n°3
06/11/2019	<ul style="list-style-type: none"> - Représentant du secteur public membre du CCM N°1 - Représentant du secteur public membre du CCM N°2 - Représentant du secteur public membre du CCM N°3

Annexe 5 : liste des BP, BS, SSB

N°	NOM	STATUT	POSITION	DOMAINE INTERVENTION
1	ALLIANCE CI	NATIONAL	BP	VIH/TB/PALU
	Programme			
2	UNICEF	INTERNATIONAL	BS	PALU
3	RESEAU IVOIRIEN DES PERSONNES VIVANTS AVEC LE VIH (RIP+)	NATIONAL	BS	VIH
4	CENTRE SAS BOUAKE	NATIONAL	BS	VIH
5	HEARTLAND CI (HACI)	INTERNATIONAL	BS	VIH
6	MEDECIN DU MONDE (MDM)	INTERNATIONAL	BS	TB
7	AGENCE IVOIRIENNE DE MARKETING (AIMAS)	NATIONAL	BS	VIH
8	APROSAM SAN PEDRO	NATIONAL	BS	VIH
9	ENDA SANTE CI (EDS-CI)	NATIONAL	BS	VIH/DROITS HUMAINS
10	PALTEFORME RESEAUX ET FAITIERES LUTTE CONTRE VIH ET AUTRES PANDEMIES (PRF-CI)	national	BS	VIH/PALU /TB
11	RESEAU DES ORGANISATIONS DES POPULATIONS CLES (ROPCCI)	national	SSB	VIH
12	RESEAU IVOIRIEN DES ORGANISATIONS FEMININES (RIOF)	NATIONAL	SSB	VIH
13	ESPACE CONFIANCE	NATIONAL	SSB	VIH/DH

14	ALTERNATIVE CI	NATIONAL	SSB	VIH/DH
15	ANONYME	NATIONAL	SSB	VIH/TB
16	LA RELEVE	NATIONAL	SSB	VIH/TB/DH
17	SECOURS SOCIAL	NATIONAL	SSB	VIH/DH
18	QET INCLUSION	NATIONAL	SSB	VIH/DH
19	FOYER DU BONHEUR	NATIONAL	SSB	TB/DH
20	PAROLE AUTOUR DE LA SANTE	NATIONAL	SSB	TB/DH
21	SOLIDARITE PLUS	NATIONAL	SSB	VIH/DH
22	LUMIERE ACTION	NATIONAL	SSB	VIH
23	ASAPSU	NATIONAL	SSB	VIH
24	RUBAN ROUGE	NATIONAL	SSB	VIH
25	BLETY	NATIONAL	SSB	VIH
26	VILLAGE ESPOIR	NATIONAL	SSB	TB
27	IDEAL	NATIONAL	SSB	VIH
28	ASD	NATIONAL	SSB	VIH
29	NOUTOUS	NATIONAL	SSB	VIH
30	SAVANE COMMUNICATION	NATIONAL	SSB	VIH
31	VIF	NATIONAL	SSB	VIH
32	CEEDEB	NATIONAL	SSB	VIH
33	ESPERENCE VIE	NATIONAL	SSB	VIH
34	ODAFEM	NATIONAL	SSB	VIH
35	FEMMES ACTIVES	NATIONAL	SSB	VIH

36	ESPOIR POUR LES ENFANTS	NATIONAL	SSB	VIH/PALU
37	ASAL	NATIONAL	SSB	VIH
38	SANTE ET DEVELOPPEMENT POUR TOUS	NATIONAL	SSB	VIH
39	JELCOS	NATIONAL	SSB	VIH
40	LA MANNE DU JOUR	NATIONAL	SSB	VIH
41	NOTRE ECOLE	NATIONAL	SSB	VIH
42	EHOUKA EHOUN	NATIONAL	SSB	VIH
43	ELEO	NATIONAL	SSB	VIH
44	IMA	NATIONAL	SSB	VIH
45	BEDP	NATIONAL	SSB	VIH
46	FEE	NATIONAL	SSB	VIH
47	ARC-EN-CIEL PLUS CI	NATIONAL	SSB	VIH/DH
48	AMEPOU	NATIONAL	SSB	VIH
49	CONSCIENCE ET VIE	NATIONAL	SSB	VIH
50	CAVOEQUIVA	NATIONAL	SSB	VIH



Réseau
Accès aux
Médicaments
Essentiels